

LETTRE du GROUPE James COMBIER de la LIBRE PENSÉE de SAUMUR

James COMBIER – 1842 – 1917 – Libre-penseur et maire de Saumur

5 décembre 2012 – N° 89 Pour nous contacter : Douspis G. 3, rue de la Motte – 49730 VARENNES sur Loire
• 02 41 51 73 79

• georges.douspis@wanadoo.fr - www.lalibrepensee.com

SOMMAIRE :

- P 1 - P 2 = - « Sequestration act »
- P 2 - P 3 = - Nouvelles internationales.
- P 4 = - Lettre de la L.P. à M. le Maire d'Angers.
- P 5 = - Concurrence déloyale.

SEQUESTRATION ACT ou LE CAPITAL CONTRE LA SCIENCE

Parce que les attaques contre la recherche scientifique se font de plus en plus violentes et insidieuses, tant de la part des gouvernements à la solde du Capital que de celle de l'Église qui perpétue une tradition plus que millénaire en la matière, le congrès 2012 de la Libre Pensée a adopté à l'unanimité un manifeste pour la science qui dénonce ces agressions, et réclame la liberté complète de la recherche fondamentale parce qu'elle considère que l'activité scientifique est "un levier puissant de l'émancipation humaine".

Quelques exemples récents, tirés de l'actualité, viennent encore de justifier, s'il en était besoin, les positions défendues dans ce manifeste.

Ainsi, aux USA, outre le fait que l'augmentation prévue du budget 2013 de la recherche (*National Science Foundation*) ne compense pas le taux d'inflation (+ 1,4% contre + 2,5% !) et que les exigences présidentielles pour 2013 sont inférieures à celles de 2012 (3,7 % du montant du budget global, contre 4 % en 2012), le « **Sequestration act** » fait peser une lourde menace sur toute l'administration américaine, recherche scientifique comprise.

De quoi s'agit-il ?

C'est une décision du Congrès concernant la dette fédérale. En 2011, le Congrès a tranché (ici, c'est le mot le plus juste !). Comme il faut réduire la dette publique fédérale de 1100 milliards de dollars d'ici à 2021, si des solutions autres ne sont pas trouvées, des coupes **automatiques** interviendront dans tous les budgets fédéraux, y compris dans le budget de la recherche scientifique, déjà passablement en recul comme nous venons de le voir. Cela doit vous rappeler quelque chose...

« *L'Information Technology and Innovation Foundation (ITIF), un think tank indépendant, a calculé que le financement public attribué à la R(echerche)& D(éveloppement) diminuerait alors d'environ 12,5 milliards par an. Pour certaines agences déjà concernées par des coupes prévues, les conséquences seraient dramatiques : les Instituts nationaux de la santé (NIH), par exemple, qui ont vu leur budget baisser de 18 % entre 2004 et 2012, perdraient ainsi 41 % de leur soutien public en une décennie.* »¹

« *L'impact de cette mesure serait dévastateur pour la science américaine* », avertit Alan Leshner, directeur de l'Association américaine pour l'avancement des sciences.²

Ainsi, tout est dit, le capitalisme pourrissant, dans son fief le plus puissant, menace de détruire sa propre culture et ses propres acquis en matière scientifique. Il programme une régression automatique en fonction de la capacité de l'État à rembourser la "dette publique" dont le plafond, fixé à 16.394 milliards de dollars, devra être relevé pour éviter à l'État fédéral un défaut de paiement, perspective qui affole les chercheurs américains, lesquels voient leurs possibilités se réduire comme peau de chagrin tandis qu'en

¹ Le Monde - Edition du 03.11.12 - O. De.

² Le Monde – Ibid.

Chine le budget consacré à la recherche augmente d'environ 22% par an depuis 1997. C'est le fameux « mur budgétaire » qui suppose une réduction du déficit de 4 mille milliards de dollars en dix ans...

Ainsi, en France, soumis au diktat de l'Union Européenne qui assigne pour but aux scientifiques, le renforcement de « la compétitivité européenne »³ en lieu et place de la recherche fondamentale, le gouvernement a mis au point un mode de financement particulier visant à développer les efforts de recherche des entreprises. Il s'agit du CIR (crédit d'impôt recherche) qui se traduit objectivement par un véritable détournement de fonds publics attendu que ce sont les banques, les assurances et autres sociétés de conseil qui bénéficient d'abord de ce système, de l'aveu même d'un parlementaire UMP⁴ pourtant peu enclin, par nature, à dénoncer les établissements financiers. On se demande quels peuvent bien être les apports de ces établissements en matière de recherche scientifique et d'innovation technologique...

Que ce soit aux USA ou en Europe, le système capitaliste en voie de décomposition entraîne dans sa chute la recherche scientifique dont il entrave le développement avec la complicité militante des religions qui à l'instar du catholicisme condamnent la recherche sur l'embryon humain et les neurosciences après avoir dénoncé les théories de Darwin et emprisonné ou même envoyé au bûcher d'éminents penseurs dans un passé qui n'est pas si lointain.

C'est pourquoi le congrès de la LP s'est prononcé pour le développement de la recherche scientifique, et contre toutes les entraves que d'aucuns veulent lui opposer. La compréhension des lois de la nature est indispensable à toutes les formes de progrès. Liberté totale, donc, de l'investigation scientifique !



Nouvelles internationales

HONGRIE :

Il n'y a pas qu'en France que les atteintes à la laïcité et aux services publics se multiplient. Récemment en Hongrie, le Premier ministre, Viktor Orban, a organisé le transfert de certains établissements scolaires publics aux institutions religieuses.

“La petite commune d'Alsoörs (1 850 habitants) ne compte qu'une seule école. Jusqu'à l'an dernier, elle relevait de l'enseignement public. A la rentrée de septembre, elle a été transférée à l'Eglise réformée qui la gère désormais aux frais de l'Etat. Chants religieux obligatoires, prière commune le lundi matin...

Depuis deux ans, près de 200 établissements scolaires sont passés sous la houlette des Eglises, catholique ou protestantes. Amorcé au milieu des années 1990 à la suite d'un accord avec le Vatican, obligeant l'Etat à financer intégralement les écoles confessionnelles, le mouvement s'est accéléré en 2011.”⁵

Vive le progrès !

Mais il y a pire :

IRLANDE :

Au nom de la religion qui interdit l'IVG, des médecins laissent mourir une femme enceinte !

« Une enquête publique est exigée à la suite du décès d'une femme à laquelle on a refusé un avortement thérapeutique⁶

Son mari, un ingénieur au Boston Scientific à Galway, a raconté comment elle avait réclamé à plusieurs reprises, au cours des trois derniers jours, qu'il soit mis fin à sa grossesse, arguant du fait qu'elle souffrait et qu'elle était en train d'avorter. Il précisa que sa requête fut refusée par le personnel médical prétendant qu'on ne pouvait rien faire parce que le cœur du fœtus battait encore. Il ajouta qu'on lui avait répondu que c'était la loi et que « c'est un pays catholique ».

³ Programme « Horizon 2020 »

⁴ Rapport de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale – Juillet 2009 - Gilles Carrez, député UMP et rapporteur de la Commission.

⁵ L'Express - Dominique Lagarde, publié le 17/11/2012.

⁶ The Irish Times - Thursday, November 15, 2012.

Il confia qu'elle avait agonisé pendant plus de trois jours jusqu'à ce que cessent les battements cardiaques du fœtus. Le fœtus mort avait été enlevé, mais l'état de santé de Mme Halappanavar empira et elle décéda. »

Cependant les "pro-vie" viennent de se réunir à Biarritz sous l'égide du diocèse local. Ils se sont doctement interrogés sur comment « *promouvoir la vie face aux programmes de santé publique* »⁷ attendu que pour eux ce sont les programmes de santé publique, et non les prescriptions de l'Eglise, qui sont néfastes, comme vient encore de le montrer la mort programmée de Mme Halappanavar.

On ne dira jamais assez combien est magnifique un tel amour de son prochain !

QUEBEC :

Toujours et encore l'amour de son prochain !

« Au Canada, un scandale de pédophilie rattrape une communauté catholique

*Des centaines de jeunes sourds auraient été abusés, de 1940 à 1982, dans un institut à Montréal. Entre 1940 et 1982, 500 à 600 jeunes sourds de 8 à 17 ans auraient été abusés physiquement ou sexuellement dans un pensionnat de Montréal, par 34 pédophiles : 28 membres de la congrégation catholique des Clercs de Saint-Viateur et six employés laïcs. Carlo Tarini, porte-parole de l'Association québécoise des victimes de prêtres, est catégorique : « Au moins 300 ont été agressés sexuellement à répétition, ce qui en fait le plus gros scandale au monde concernant des enfants sourds, après celui [révélé en 2010] impliquant 200 victimes d'un prêtre américain. »*⁸

Heureusement...

TURQUIE :

L'attachement à la laïcité est profondément ancré dans la conscience populaire.

« Un récent sondage d'opinion montre qu'une majorité écrasante du peuple Turc exige que la laïcité soit inscrite dans la nouvelle Constitution du pays, ajoutant que cette dernière doit s'inscrire dans la ligne des principes d'Atatiirk.

*Presque 90 % des participants au sondage se sont prononcés pour que le pays soit présenté comme laïque dans la nouvelle Constitution. Environ, 50,6 % considèrent que la définition de la laïcité doit être conservée telle quelle et 40,7 % pensent qu'elle doit être « redéfinie afin de garder une égale distance par rapport à toutes les religions. »*⁹

Et...

TUNISIE :

Les habitants de Siliana qui manifestaient la semaine dernière contre la politique du pouvoir entre les mains des religieux d'Ennahda, obligent le président Marzouki à déclarer qu'il souhaite un gouvernement différent, et obtiennent le départ du gouverneur Mahjoubi, nommé il y a quelques mois par le gouvernement et accusé de mener une politique partisane.

Ce sont les syndicalistes de l'UGTT, fer de lance de la contestation, qui ont annoncé, samedi, la mise à l'écart du gouverneur de Siliana aux ordres de ce gouvernement dominé par les islamistes du parti Ennahda.

Le Monde du premier décembre pouvait ainsi titrer :

« En Tunisie, les émeutes de Siliana déstabilisent le gouvernement d'Ennahda. »

Ainsi, il est réconfortant de constater qu'en de nombreux endroits, les masses se soulèvent contre la toute puissance des Eglises et font avancer leurs revendications.

.....

⁷ AFP _ 01/12/2012

⁸ LE MONDE - Anne Pélouas - Article publié le 25 Novembre 2012.

⁹ Hürriyet Daily News - The oldest current English-language daily in Turkey, founded in 1961.

Nouvelles locales

FEDERATION DE MAINE-ET-LOIRE DE LA LIBRE PENSEE (FNLP/AILP) 31, rue Marx-Dormoy – 49800 Trélazé

à M. Frédéric BEATSE
Maire d'Angers
Cabinet
Hotel de Ville
Bd de la Résistance et de la Déportation
49000 ANGERS

Angers le 30 novembre 2012

Monsieur le Maire,

Vous avez bien voulu inviter la Libre Pensée à la cérémonie de plantation d'un "arbre de la laïcité", place Lorraine, le 9 décembre 2012, à l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat.

La Libre Pensée, qui fut fondée à Angers en relation avec les mandats républicains d'Alexis Maillé et du Dr Guignard aurait été honorée de cette invitation si elle correspondait à une défense des principes de la Loi de Séparation.

Ce n'est malheureusement pas le cas et vous le savez. Vous avez, à titre d'exemple marquant, fait voter, au Conseil de Communauté d'Angers-Loire Métropole, une subvention d'investissement de 775 000 € (le 4 septembre 2011), en faveur de l'association Saint-Yves, gestionnaire de l'établissement privé d'enseignement supérieur catholique qui s'arroge illégalement le titre d'Université Catholique de l'Ouest. Vous ne pouvez guère ignorer que cette "université" fut promue par Charles-Emile Freppel, député monarchiste et évêque d'Angers, comme arme de guerre contre la République en général et les maires susnommés en particulier.

C'est pourtant l'aspect contemporain qui nous préoccupe le plus. Près d' 1 million d'euros vont être ainsi consacrés à l'enrichissement d'un patrimoine privé géré par une association représentant les évêques catholiques des diocèses de l'Ouest, une association qui de Brest à Luçon recueille annuellement 6 millions d'euros de fonds publics. Quelle action sociale, quelles mesures en faveur de l'instruction publique ne pourrait-on pas réaliser avec ces 6 millions d'euros !

Nous ne nous associerons donc pas à ce que nous considérons être une politique de double langage et nous continuerons à mobiliser pour le retour à cette politique que défendaient vos illustres prédécesseurs : " A école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés !"

L'abrogation de la loi Debré du 31 décembre 1959, (loi que vous appliquez par ailleurs avec générosité aux établissements catholiques des 1° et second degré !) est d'ailleurs à l'ordre du jour des campagnes de la Fédération Nationale de la Libre Pensée.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre attachement au mandat républicain.

Le Président de la Fédération de Maine-et-Loire de la Libre Pensée
Michel Godicheau

.....

ÉGLISE ET TÉLÉTHON ou CONCURRENCE DELOYALE

“Deux crocodiles dans le même marigot ne sauraient longtemps cohabiter”. Une fois de plus se vérifie le vieux proverbe africain. « **Le curé ferme ses églises au téléthon** » titrait le Courrier de l’Ouest il y a quelques jours.

Ainsi vont les lois de la libre concurrence naguère si fort regrettée par les sommets de la hiérarchie catholique. (Voir la Lettre encyclique de S.S. Pie XI du 15 mai 1931 - Quadragesimo anno.)

